

La situation financière n'est pas saine. Les conséquences du Programme énergétique national et les dégâts qu'il a causés dans notre région avec ses affreuses mesures sont irréparables. Il faudra bien des années à bon nombre de ces entreprises avant de se rétablir. Les petites entreprises directement associées aux secteurs agricoles et énergétiques sont en ce moment en proie à l'incertitude. Elles sont nombreuses à avoir fait faillite et subi des échecs.

La collectivité agricoles a eu elle aussi sa part de faillites. Les revenus agricoles n'ont jamais été aussi bas depuis 1938. L'an dernier, le revenu agricole net a accusé une baisse d'environ 40 p. 100 dans l'Ouest. Manifestement, ces problèmes appellent des solutions. Je constate avec plaisir que le discours du trône et l'exposé financier tâchent dans une certaine mesure de régler certains des problèmes du secteur agricole.

Nous sommes une nation exportatrice, de produits agricoles surtout. Nous ne fixons pas de prix. Nous nous contentons d'accepter celui qu'on nous offre. Voilà pourquoi nous devons faire tout en notre pouvoir pour réduire le coût des facteurs de production de nos denrées agricoles. Nous sommes intervenus dans ce domaine en prenant des mesures concernant le coût du carburant. Les taux d'intérêt sont à la baisse. C'est certes là un élément très important des coûts. Nous espérons nous pencher sur la question des produits chimiques qui nous servent d'insecticides et d'engrais. Ce sont là des produits qui coûtent très cher. Nous devons faire tout en notre pouvoir pour réduire les frais d'exploitation des agriculteurs. Ce n'est que de cette façon que nous pourrions alléger les pressions économiques que subissent les producteurs du côté de leurs prix de revient.

Jusqu'à maintenant dans le présent débat, nous avons entendu un flot de belles paroles creuses et très peu de véritables solutions de la part de l'opposition. Ce qui m'intrigue, c'est que les députés de l'opposition ont tendance à oublier que des élections ont eu lieu le 4 septembre dernier. Par la voie de ces élections, le peuple canadien s'est manifestement prononcé en faveur du changement et a donné au parti progressiste conservateur le mandat national clair de changer l'orientation politique de notre pays. Et, pourtant, les socialistes et les libéraux nous servent encore leurs vieilles salades, qui ont, dans les deux cas, été rejetées par le peuple canadien. Ne comprendront-ils donc jamais?

Le 4 septembre dernier, les Canadiens ont voté non seulement contre le gouvernement libéral du jour, mais bien pour la solution progressiste conservatrice. Il n'y a aucun doute là-dessus. Je pourrais dire qu'ils se sont prononcés contre le socialisme, cette sorte de socialisme que préconisent les deux partis qui siègent ensemble la main dans la main. Ils n'ont pas changé et ne changeront pas non plus.

● (1520)

Je vois que l'ancien député d'Oshawa a pris place à la tribune. L'honorable Michael Starr a déjà siégé à la Chambre avec honneur et distinction. Il a rendu visite à mes collaborateurs aujourd'hui et m'a rappelé que le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent) a bien failli ne pas se faire réélire cette fois-ci. Sa majorité a fondu de 12,000 à 2,000 voix. Si

la campagne électorale avait duré une semaine de plus, nous l'aurions peut-être vaincu lui aussi.

La population canadienne a rejeté non seulement le gouvernement libéral mais aussi la coalition socialiste entre libéraux et néo-démocrates. Elle a voté positivement, il n'y a aucun doute là-dessus.

M. de Jong: Les élections sont passées maintenant, dites-nous donc ce que vous allez faire. Allez, dites-le-nous.

M. Mazankowski: Nous aurons maintes occasions de le faire. Pour l'instant, il faut tirer les choses au clair. Les Canadiens ont voté contre un parti qui a laissé en héritage des promesses restées sans suite et des projets secrets. Nous savons quel héritage il nous a légué: des taux d'intérêts écrasants, un chômage généralisé, une dette accablante et une monnaie affaiblie. Ce parti a étouffé l'esprit d'entreprise et de création des Canadiens. C'est peut-être là la pire calamité qu'ait infligée au Canada l'alliance de ces deux partis. Ensemble, ils ont fait perdre confiance aux investisseurs et aux entreprises. Ils ont remplacé l'optimisme par le désespoir et l'inquiétude. En fait, ils ont laissé un héritage de désespoir, de rêves anéantis, de faillites commerciales et agricoles.

Il est renversant de voir les députés du NPD autant courroucés. Ils savent qu'ils ont eu leur part de responsabilités, qu'ils ont été complices des décisions concernant le Programme énergétique.

M. Waddell: Comment en avons-nous été complices? Donnez-nous en un exemple.

M. Mazankowski: Oui, je vais vous en donner un tout de suite. Les députés néo-démocrates ont approuvé le Programme énergétique.

M. Waddell: Sottises! Ce n'est pas vrai.

M. Mazankowski: C'est la vérité pure.

M. Waddell: C'est un mensonge.

M. Mazankowski: Ce programme a coûté aux Ontariens, 90,000 . . .

M. Waddell: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le ministre ne devrait pas mentir à la Chambre . . .

Des voix: Règlement!

Le président suppléant (M. Charest): Je rappelle au député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell), que le terme qu'il vient d'employer, si j'ai bien entendu, est interdit.

M. Waddell: Monsieur le Président, je retire volontiers le terme «mentir» parce qu'il n'est pas parlementaire. Au lieu de cela je dirai que le ministre sait, de toute évidence, s'il suit les votes, que nous ne nous sommes pas prononcés en faveur du Programme énergétique national. Le ministre est un homme de valeur, raisonnable et honorable. Il ne devrait pas induire la Chambre en erreur.

Le président suppléant (M. Charest): Je voudrais dire au député de Vancouver-Kingsway, premièrement, que la Chambre lui est reconnaissante d'avoir remplacé le terme offensant et, deuxièmement, que le Règlement n'est pas en cause. J'invite le ministre des Transports (M. Mazankowski) à poursuivre son intervention.